

Accord départemental

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Picardie et Aisne)
(17 juin 2009)**

(Etendu par arrêté du 4 février 2010,
Journal officiel du 13 février 2010)

**AVENANT N° 1 DU 19 SEPTEMBRE 2012
À L'ACCORD DU 17 JUIN 2009
RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES**

NOR : AGRS1397017M

PRÉAMBULE

Dans le cadre du suivi des comptes de résultats du régime conventionnel assuré par Agri-Prévoyance et l'ANIPS, il a été constaté un déséquilibre technique.

Conscients du fait que ces résultats sont de nature à affecter durablement la pérennité du régime, les partenaires sociaux se sont accordés afin de prendre les mesures nécessaires de retour à l'équilibre du régime de prévoyance.

Article 1^{er}

Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

La loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, il est inséré un article 7 *bis* ainsi rédigé :

« Article 7 *bis*

Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,10 % des rémunérations brutes telles que définies à l'article 7.1 qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 7.2, soit 0,03 % à la charge du salarié et 0,07 % à la charge de l'employeur.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 36 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée. »

Article 2

Baisse des prestations

Les paragraphes relatifs aux garanties incapacité temporaire et incapacité permanente de l'article 5 de l'accord de prévoyance sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Garantie incapacité temporaire

Les salariés bénéficieront d'une garantie de salaire égale à :

- 40 % de la rémunération brute limitée au plafond de la sécurité sociale (tranche A) et 90 % de la rémunération brute comprise entre une et quatre fois ledit plafond (tranche B) pendant 90 jours ;
- puis 25 % de la rémunération brute limitée au plafond de la sécurité sociale (tranche A) et 75 % de la rémunération brute comprise entre une et quatre fois ledit plafond (tranche B) tant que le versement des indemnités journalières légales a lieu.

Les indemnités journalières complémentaires sont versées :

- après 7 jours de carence en cas d'arrêts de travail pour maladie ou accident de la vie privée ;
- sans carence en cas d'arrêts de travail pour accident de travail, de trajet ou maladie professionnelle ;

En tout état de cause, les indemnités journalières dues au titre du présent accord cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

Le salaire pris en compte lors du calcul des indemnités journalières complémentaires est celui qui est retenu pour le calcul des indemnités journalières légales.

En cas de rupture du contrat de travail intervenant avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

Les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières du régime de base. »

Les modifications susmentionnées prennent effet pour tout nouvel arrêt de travail survenu à compter de la date d'entrée en vigueur du présent avenant.

« Garantie incapacité permanente

Les salariés bénéficieront, en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail, d'une maladie professionnelle, d'une maladie ou d'un accident de la vie privée, d'une rente versée chaque mois appelée garantie incapacité permanente.

Cette garantie consiste dans le versement d'une rente complémentaire à celle versée par la MSA au titre du régime de base.

Elle est versée mensuellement dès la date de reconnaissance de l'incapacité permanente par le régime de base et ce jusqu'à la date d'attribution d'une pension vieillesse à taux plein, s'il y a lieu.

La garantie incapacité permanente sera versée aux salariés percevant une pension d'invalidité de catégories 1, 2 ou 3 et aux salariés percevant une rente accident de travail pour un taux d'incapacité au moins égal à 2/3.

Cette rente complémentaire est égale à :

- 30 % du salaire brut pour les invalides de catégories 2 et 3 et pour les bénéficiaires d'une rente accident du travail pour un taux d'incapacité au moins égal à 2/3 ;
- 15 % du salaire brut pour les invalides de catégorie 1.

Le salaire brut est calculé sur le douzième des salaires bruts des 12 derniers mois civils qui précèdent l'arrêt de travail.

La rente complémentaire ne peut se cumuler avec les indemnités journalières que le salarié percevait avant la décision de la MSA au titre de l'incapacité temporaire prévue dans le présent accord.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance ne peut excéder le salaire net perçu par le salarié en activité.

Cette rente d'invalidité est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la MSA et au plus tard jusqu'à la liquidation de la pension de vieillesse.

Elle est suspendue si la MSA suspend le versement de sa propre pension.

Les rentes complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les pensions et rentes du régime de base. »

Les modifications susmentionnées prennent effet pour toute reconnaissance d'incapacité permanente de travail survenue à compter de la date d'entrée en vigueur du présent avenant.

Article 3

Hausse des cotisations

L'article 7.2 de l'accord prévoyance est ainsi modifié :

« Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations définies à l'article 5 est de :

Taux global : 2,20 %, répartis comme suit :

– 2/3 à la charge des employeurs, soit 1,47 % ;

– 1/3 à la charge des salariés, soit 0,73 %.

Détail des cotisations par garantie et répartition employeur/salarié

(En pourcentage.)

GARANTIE	TAUX	EMPLOYEUR	SALARIÉ
Décès	0,41	0,36	0,05
Incapacité temporaire :			
Mensualisation	0,50	0,50	–
Relais mensualisation	0,56	–	0,56
Assurance charges sociales patronales	0,17	0,17	–
Incapacité permanente	0,56	0,44	0,12
Total	2,20	1,47	0,73

Article 4

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 5

Date d'effet

Le présent avenant entrera en vigueur au plus tôt le 1^{er} janvier 2013, sous réserve de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* au plus tard le 15 décembre 2012.

A défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013, l'avenant sera applicable au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Amiens, le 19 septembre 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FRSEA de Picardie ;

Entrepreneurs des territoires de Picardie ;

Fédération des CUMA de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme ;

Fédération des propriétaires forestiers de l'Aisne.

Syndicats de salariés :

UR FGA CFDT ;

CFTC agriculture de Picardie ;

FGTA FO.